



Conseil économique et social

Distr. limitée
28 juin 2019
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-neuvième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Jun Yamada (Japon)

Additif

Projet de budget-programme pour l'exercice 2020

[Point 3 a)]

Programme 3

Bureau des affaires de désarmement

1. À sa 9^e séance, le 7 juin 2019, le Comité a examiné le programme 3 (Désarmement) du projet de plan-programme pour 2020 et les informations sur l'exécution du programme en 2018 [A/74/6 (Sect. 4)]. Le Comité était également saisi d'une note du Secrétariat sur l'examen du projet de plan-programme par les organes sectoriels, techniques et régionaux parue dans le document de séance portant la cote [E/AC.51/2019/CRP.1/Rev.2](#).

2. Le représentant du Secrétaire général a présenté le programme et répondu, avec d'autres représentants, aux questions posées lors de son examen par le Comité.

Débat

3. Les délégations ont fait part de leur soutien aux activités menées par le Bureau des affaires de désarmement à l'appui des initiatives multilatérales qui contribuent à son objectif ultime, à savoir un désarmement général et complet soumis à un contrôle strict et efficace de la communauté internationale. Une délégation a indiqué que, le matin même, elle avait déposé son instrument de ratification du Traité sur le commerce des armes, ce qui porte ainsi à 103 le nombre d'États parties au Traité.

4. Les délégations ont pris note avec satisfaction du programme présenté et estimé qu'il contenait des informations utiles. De l'avis d'une délégation, il serait utile d'y ajouter des informations sur la transparence, dans la mesure où la transparence par



rapport aux États Membres constitue l'un des principes régissant les activités du Bureau. S'agissant de la transparence, une délégation a souligné le rôle des mécanismes existants, y compris le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies, qui permettaient de contrôler de près et de détecter l'accumulation d'armes dans l'intérêt de la stabilité et de la sécurité internationale.

5. Une délégation s'est réjouie du fait que le Bureau ait tenu compte des questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses objectifs et ses résultats et a demandé des informations supplémentaires sur les liens particuliers existant entre le désarmement et les cibles associées aux objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 5, comme indiqué au paragraphe 4.8 du programme. Les délégations ont salué les mesures prises par le Bureau afin d'améliorer sa capacité de s'acquitter efficacement des tâches qui lui ont été confiées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, comme indiqué au paragraphe 4.6, et cherché à savoir quelles activités avaient été menées en matière de gestion du changement et en quoi elles s'inscrivaient dans le cadre de la réforme d'ensemble de l'Organisation des Nations Unies.

6. Concernant le sous-programme 1 (Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements), une délégation a salué le fait que les résultats escomptés pour 2020 au titre du sous-programme, à savoir les progrès accomplis dans les débats relatifs aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, étaient tournés vers l'avenir. Une délégation a estimé que la formulation utilisée dans la partie Une réponse adaptée à la situation manquait d'objectivité vu que tous les résultats du rapport des experts de Genève n'étaient pas cités. Par ailleurs, elle s'est élevée contre l'affirmation selon laquelle la nécessité de mieux comprendre les caractéristiques uniques de ces systèmes, notamment en matière d'auto-apprentissage, d'auto-évolution, d'interaction homme-machine et de contrôle humain, avait fait l'objet d'un large consensus, car cela revenait à légitimer leur utilisation. Il faudrait plutôt qu'un traité interdise ces armes. En réponse, une autre délégation a insisté sur le fait que, pour elle, ce traité n'était pas nécessaire et que le droit humanitaire existant était suffisant.

7. Concernant ce même résultat cité dans la partie Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018, dans laquelle il était dit que le sous-programme prévoyait de multiplier ses activités afin de répondre aux besoins en coopérant plus étroitement avec ses partenaires, une délégation a demandé pourquoi la résolution 73/32 de l'Assemblée générale, sur le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement, n'avait pas été citée. Elle a également souhaité savoir pourquoi le Bureau avait l'intention de multiplier ses activités alors que dans la résolution, l'Assemblée générale demandait simplement qu'un rapport actualisé sur les récentes évolutions scientifiques lui soit présenté. Cette même délégation, évoquant le premier paragraphe de la partie Des résultats concrets, qui indiquait que les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir une plus grande convergence sur les mesures à prendre pour garantir que le contrôle humain soit maintenu à chaque étape du cycle de vie des systèmes d'armes, a souligné que des négociations étaient toujours en cours dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Évoquant les travaux menés eu égard à la Convention, une autre délégation a voulu savoir si le Bureau prévoyait d'appuyer ce processus, notamment en augmentant les effectifs à Genève.

8. Des informations ont été demandées sur les produits retenus pour la période 2018-2020 du sous-programme 1, en particulier les services de documentation pour les réunions. Notant que pour 2018, il y avait 160 produits prévus et 3 495 produits livrés (en milliers de mots), des explications ont été demandées quant à l'écart considérable entre les prévisions et les réalisations. Les délégations ont aussi souhaité

obtenir des précisions sur les renseignements fournis au paragraphe 4.23 indiquant que, pour ce qui concernait la documentation destinée aux organes délibérants, la variation s'expliquait principalement par le fait que le nombre de documents produits par la Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention sur certaines armes classiques devrait être plus élevé, l'examen devant avoir lieu en 2021 et non en 2020.

9. Concernant le sous-programme 2 (Armes de destruction massive), il a été dit que parmi les mandats décrits au paragraphe 4.29, il faudrait inclure les traités établissant des zones exemptes d'armes nucléaires. Se faisant l'écho de cette idée, une autre délégation s'est dite favorable à l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires et a fait valoir que la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient demeurait une priorité.

10. Concernant les explications fournies aux paragraphes 4.31 et 4.35 concernant les variations entre les produits escomptés pour 2020 et 2019, en particulier quant au fait que la variation relative aux séances consacrées aux travaux de fond et à la documentation s'expliquait principalement par le nombre inférieur aux prévisions de documents destinés aux réunions du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace, il a été demandé pourquoi le Bureau pensait qu'il y aurait moins de réunions dans la mesure où leur nombre et leur fréquence était régi par un mandat clair.

11. Concernant le sous-programme 3 (Armes classiques), et en particulier la partie Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018, une délégation s'est dite préoccupée par le résultat présenté dans la partie Des résultats concrets, au point c) (« les mesures prises pour contrôler les armes de petit calibre doivent trouver un écho avec celles relatives à d'autres instruments, tels que le Traité sur le commerce des armes »), et a fait remarquer qu'il s'agissait d'une interprétation sélective et erronée des mandats respectifs. Concernant la partie Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020 et la mesure des résultats pour 2020 indiquant que les États, les organisations régionales et les organisations de la société civile jugent que la base de données facilite le suivi des objectifs des instruments en question, une délégation a estimé que cet élément n'avait plus de lien avec le principal objectif du sous-programme.

12. Concernant le Sous-programme 5 (Désarmement régional), une délégation s'est réjouie du fait que le Bureau s'était préoccupé de la situation au Sahel et a encouragé la poursuite des efforts menés à cet égard. Une délégation a souligné qu'il était important que le Bureau collabore davantage et mieux avec des mécanismes régionaux et sous-régionaux, sur la base du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, y compris avec des organisations telles que l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Organisation de Shanghai pour la coopération, dont la visibilité augmentait progressivement.

13. Une délégation a jugé que le nouveau format du document créait des doutes et des incohérences. Elle a ainsi demandé, à titre d'exemple, pourquoi l'objectif du sous-programme 5 était passé de « progresser dans le désarmement à l'échelle mondiale et renforcer la paix et la sécurité internationales par des efforts et des initiatives de désarmement régionaux » à « faire progresser les initiatives et les efforts régionaux de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements ». La délégation a aussi jugé que le document manquait de cohérence interne, comme le montrait l'ajout de la phrase « le climat politique est propice aux initiatives de désarmement » dans la partie relative à l'établissement du plan d'ensemble au point a) du paragraphe 4.7, qui contrastait avec les informations fournies dans la partie Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018 du sous-programme 2, dans laquelle

il était dit que « la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité a été marquée par des tensions croissantes entre les États ayant des armes nucléaires, ce qui a eu pour effet d'accentuer les divisions entre les États parties sur la façon d'atteindre et de maintenir les objectifs du Traité, et de surmonter les difficultés liées à la poursuite de la prolifération nucléaire ». En réponse, une délégation a jugé que les exemples fournis ne concernaient pas vraiment la présentation du document mais plutôt son contenu et que ce nouveau format était très utile à l'évaluation des activités menées par le programme.

14. Concernant les liens entre le programme et la Charte des Nations Unies, les objectifs de développement durable et d'autres programmes de transformation, une délégation a noté avec satisfaction que les objectifs des sous-programmes allaient dans le sens du programme pour les femmes et la paix et la sécurité établi conformément à la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité établi conformément à la résolution [2419 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité. Toutefois, d'autres liens ont fait l'objet de questions, notamment quant au choix des objectifs de développement durable, et il a été estimé que les informations fournies étaient partiales. Des questions ont été posées sur les liens entre le sous-programme 1 et les objectifs 3 et 5 d'une part, et entre le sous-programme 2 et l'objectif 5 d'autre part, ainsi que sur la prépondérance de l'objectif 16. Une délégation a rappelé que les négociateurs des objectifs de développement durable savaient que ceux-ci constituaient avant tout un ensemble indivisible, alors que le document budgétaire n'en avait choisi que quelques-uns, notamment l'objectif 16. Une autre délégation a fait remarquer que le lien entre les activités du Bureau et l'objectif 16 étaient bel et bien évidents et a signalé à l'attention l'article intitulé « Advancing disarmament within the 2030 Agenda for Sustainable Development » que la Secrétaire générale adjointe avait écrit pour la Chronique de l'ONU (vol. LV, n° 2, 2018).

15. Il a été question du paragraphe 4.71, dans lequel il était indiqué qu'en 2020, le Bureau continuerait de réduire son empreinte carbone en diminuant sensiblement sa consommation de papier pour photocopieurs et l'impression de documents et en faisant baisser le nombre de déplacements par l'optimisation de la participation aux réunions par vidéoconférence. Des délégations ont salué les efforts entrepris par le Bureau pour tenter de rendre ses activités plus durables et ont demandé des précisions sur la façon dont la vidéoconférence pourrait, concrètement, remplacer les déplacements, y compris via le déploiement d'Umoja-Extension 2. Une délégation a suggéré que le Bureau adopte une démarche dématérialisée pour la Conférence du désarmement, alors qu'une autre a rappelé que le fait de distribuer moins de documents physiques pouvait avoir des répercussions négatives vu que tout le monde n'avait pas accès à Internet, en particulier dans les zones exposées au risque de conflit. Dans ce contexte, la délégation a suggéré que le Bureau réfléchisse à la possibilité d'utiliser, dans ses activités de vulgarisation, différents médias dont la radio et la télévision, auxquels nombre de personnes avaient accès, notamment en Afrique centrale.

16. Il a été fait mention de la figure 4.II, qui présentait une estimation, pour 2020, des ressources qu'il était proposé d'inscrire au budget ordinaire et des contributions extrabudgétaires ; il a été estimé que financer 62 postes avec 9,5 millions de dollars créerait des salaires mensuels mirobolants et des précisions ont donc été demandées. En réponse, plusieurs délégations ont souligné que les débats du Comité du programme et de la coordination devraient être axés sur les questions programmatiques et que les points liés aux ressources devraient être traités par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission.